

**COMITÉ NATIONAL DE POLITIQUE
ÉCONOMIQUE**

SECRETARIAT TECHNIQUE

N° 04-15/CNPE/ST

**CNPE-TOGO : RAPPORT
DU 4ème TRIMESTRE 2015**

UEMOA

AVRIL 2016

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
I. SECTEUR REEL	5
I.1. Comptes nationaux	5
I.1.1. Année 2015	5
I.1.2. Année 2016	11
I.2. Prix et inflation	19
I.3. Pluviométrie	21
II. FINANCES PUBLIQUES	23
II.1. Recettes et dons	23
II.2. Dépenses et prêts nets	24
II.3. Soldes et financement	24
III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	24
III.1. Commerce spécial	24
III.1.1. Exportations	24
III.1.2. Importations	26
III.1.3. Balance commerciale	28
III.2. Estimations de la balance des paiements 2015	28
III.2.1. Solde des transactions courantes et de capital	28
III.2.2. Compte financier	29
III.3. Prévisions de la balance des paiements 2016	29
IV. Secteur monétaire	31
IV.1. Avoirs extérieurs nets	31
IV.2. Crédit intérieur	32
IV.2.1. Position nette du gouvernement	32
IV.2.2. Crédits à l'économie	32
IV.3. Masse monétaire	33
V. Dette publique	33
V.1. Dette extérieure	33
V.2. Dette intérieure	34
VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE STABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE	35
VI.1. Critères de premier rang	36
VI.1.1. Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB	36
VI.1.2. Taux d'inflation moyen	36
VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal	36
VI.2. Critères de deuxième rang	36
VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales	36
VI.2.2. Taux de pression fiscale	37
CONCLUSION	38

INTRODUCTION

En 2015, l'**environnement économique international** est caractérisé par une croissance modérée de l'activité économique dans les pays avancés, notamment dans la Zone euro, au Japon et aux Etats-Unis, et par le fléchissement de la croissance dans les pays émergents et les pays en développement.

L'accélération progressive de la croissance économique dans les pays avancés est liée aux conditions financières accommodantes résultant de la politique monétaire expansionniste adoptée par la Banque centrale européenne, d'une politique budgétaire maîtrisée dans la Zone euro, de la baisse des prix du pétrole brut, du regain de confiance des consommateurs et de l'amélioration de la situation de l'emploi.

Le ralentissement prolongé de la croissance dans les pays émergents est imputable à la baisse des prix des produits de base, au durcissement des conditions de financement extérieur et à l'ajustement de l'économie chinoise.

La croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,1% en 2015, soit une perte de 0,2 point par rapport aux prévisions révisées de juillet 2015, contre 3,4% en 2014. Les perspectives de l'économie mondiale continuent d'être influencées par trois importantes transitions, à savoir : (i) le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et le rééquilibrage de son économie, (ii) la baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base, et (iii) le durcissement progressif de la politique monétaire aux États-Unis dans le contexte d'une reprise résiliente, tandis que les banques centrales de plusieurs autres grands pays avancés continuent d'assouplir leur politique monétaire. La croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016.

Aux Etats-Unis, la reprise serait résiliente. La croissance estimée à 2,5% en 2015 passerait à 2,6% en 2016. Dans la zone euro, le repli des prix du pétrole, la progression de la consommation privée, ainsi que la poursuite des conditions financières accommodantes, devraient stimuler l'activité en 2016. La croissance serait de 1,7% en 2016 contre 1,5% en 2015. Au Japon, la croissance du PIB devrait passer de 0,6% en 2015 à 1,0% en 2016 et à 0,3% en 2017. La croissance relativement forte en 2016 s'expliquerait par le soutien budgétaire, le recul des prix du pétrole et la hausse des revenus.

La conjoncture en Afrique subsaharienne devrait suivre la même tendance, la croissance passant de 3,5% en 2015 à 4,0% en 2016 puis à 4,7% en 2017, en liaison notamment avec la baisse des prix des produits de base.

Au Togo, l'année 2015 a été marquée par une baisse de la production agricole vivrière, du coton graine et du ciment et par un accroissement de la production de clinker et de phosphate. L'activité commerciale a enregistré une progression, de même que le transport, impulsé par le Port autonome de Lomé (PAL) dont l'activité est en hausse. Le secteur secondaire a enregistré une hausse grâce à la bonne tenue des industries extractives, de l'industrie manufacturière et des bâtiments et travaux publics (BTP) qui se sont bien comportés également. D'autres indicateurs de l'économie en

2015 ont connu une évolution contrastée, notamment la consommation d'énergie électrique est en hausse alors que la consommation de produits pétroliers a régressé.

Au titre des finances publiques, les recettes totales de l'Etat sont de 570,1 milliards de FCFA, en progression de 12,8%, et les dépenses totales se situent à 785,4 milliards de FCFA, en hausse de 25,4% en 2015 par rapport à 2014, représentant respectivement 23,6% du PIB et 32,5% du PIB, contre 22,8% et 28,3% en 2014.

Sur le plan monétaire, les crédits à l'économie et la masse monétaire à fin décembre 2015 progressent respectivement de 16,2% et 20,2% par rapport à la même période de l'année précédente.

S'agissant des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes de la balance des paiements serait déficitaire de 150,5 milliards de FCFA en 2015 contre un solde de -226,4 milliards de FCFA en 2014, représentant respectivement l'équivalent de -6,2% et -10,2% du PIB.

Le taux d'endettement a progressé, passant de 52,6% en 2014 à 57,4% en 2015, l'encours de la dette extérieure et celui de la dette intérieure représentant respectivement l'équivalent de 25,1% et 32,3% en 2015 contre 21,2% et 31,4% en 2014.

Au total, le PIB réel enregistre une hausse de 5,4% en 2015 contre 5,9% en 2014. Cette croissance est portée du côté de l'offre par les secteurs secondaire et tertiaire.

Le présent rapport fait une analyse de la situation économique et financière à travers l'évolution des comptes macroéconomiques au titre de l'année 2015 et les prévisions pour 2016.

I. SECTEUR REEL

I.1. Comptes nationaux

I.1.1. Année 2015

I.1.1.1. Evolution de l'offre globale

L'activité économique a été marquée en 2015 par la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Les nouvelles estimations du PIB¹ fixent le taux de croissance réel à 5,4% en 2015 contre 5,9% en 2014. Cette croissance est portée du côté de l'offre par les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire a enregistré des contre-performances imputables à la mauvaise pluviosité enregistrée au cours du premier semestre 2015 qui a eu un impact négatif sur la production agricole, principalement celle des cultures vivrières et du coton.

La situation des différentes composantes du PIB se présente comme suit :

TABLEAU 1.1 : Valeur ajoutée des secteurs			
PIB A PRIX CONSTANTS (en milliards de FCFA)	2014	2015	Variation en %
Secteur primaire	426,2	421,9	-1,0
Secteur secondaire	276,0	304,5	10,3
Secteur tertiaire	428,7	445,2	3,9
Prod. Imp services bancaires	-56,6	-68,0	20,1
VAB Branches non marchandes	134,0	137,0	2,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) nette de subventions	126,0	149,2	18,4
Droits et taxes à l'importation (hors TVA) nets de subventions	46,1	64,9	40,7
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 380,4	1 454,8	5,4
Variation (%)	5,9	5,4	

Source : Direction de l'économie

¹ Comité PIB – avril 2016

La valeur ajoutée (VA) du **secteur primaire** est en baisse de 1,0% contre une hausse de 14,3% en 2014. Sa contribution à la croissance est de -0,3% contre une contribution de 4,1% en 2014. Cette contre-performance est liée à la baisse enregistrée au niveau de la production agricole dont la VA régresse de 7,2%.

La situation des différentes branches se présente comme suit :

TABLEAU 1.2 : Valeur ajoutée des branches du secteur primaire			
(en milliards de FCFA)	2014	2015	variation en (%)
Secteur primaire	426,2	421,9	-1,0
Agriculture	287,5	266,7	-7,2
Cultures vivrières	224,8	210,1	-6,5
Cultures de rente	62,8	56,6	-9,8
Elevage	100,7	117,0	16,2
Forêt, pêche	38,0	38,2	0,7

Source : Direction de l'économie

La production vivrière régresse de 6,5% par rapport à 2014 et s'établit à 5.008,8 milliers de tonnes. Toutes les cultures sont en baisse en 2015 à l'exception du haricot et de l'arachide qui sont en hausse respectivement de 5,9% et 0,6%. Les contre-performances réalisées dans la production vivrière et dans la production du coton résultent de la mauvaise pluviosité enregistrée au cours du premier semestre 2015.

La production des cultures d'exportation, notamment celle du coton, s'est orientée à la baisse en passant de 199,5 milliers de tonnes en 2014 à 180,0 milliers de tonnes en 2015. Leur valeur ajoutée est en régression de 9,8% contre une croissance de 27,6% en 2014. Ce recul des cultures de rente est porté principalement par la production du coton en baisse de 29,8%.

La situation des différentes productions se présente comme suit :

TABLEAU 1.3 : Production agricole			
PRODUCTION VIVRIERE (en milliers de tonnes)			
	2014	2015	Variation en (%)
MANIOC	1 153,1	1 039,1	-9,9
IGNAME	786,4	781,4	-0,6
MAIS	833,0	794,7	-4,6
MIL ET SORGHO	332,3	297,8	-10,4
HARICOTS	167,5	177,4	5,9
ARACHIDE	40,7	40,9	0,6
RIZ PADDY	147,9	97,5	-34,1
AUTRES	1 895,9	1 779,9	-6,1
TOTAL	5 356,9	5 008,8	-6,5
PRODUCTION DE RENTE (en milliers de tonnes)			
	2014	2015	Variation en (%)
CAFE	12,0	19,0	58,3
CACAO	7,5	11,2	49,3
COTON	114,0	80,0	-29,8
PALMISTE	51,9	55,0	6,0
AUTRES	14,1	14,8	5,0
TOTAL	199,5	180,0	-9,8

Source : Direction de l'économie

La VA du **secteur secondaire** enregistre une hausse de 10,3% en 2015. Sa contribution à la croissance est de +2,1%, en liaison avec une contribution à la croissance de +0,8% des "**BTP**" et les performances enregistrées dans les industries manufacturières et extractives dont les contributions sont estimées respectivement à 0,7% et 0,6%.

Au niveau des industries extractives, il est noté un accroissement de 18,5% de la valeur ajoutée contre une baisse de 3,0% en 2014. La VA du clinker est en hausse de 80,5% après une régression de 9,9% en 2014, en liaison avec l'entrée en activité de SCANTOGO. En 2015, la VA du phosphate a progressé de 0,1% après une baisse de 10,4% en 2014.

La production des industries extractives se présente comme suit :

TABLEAU 1.4 : Production des industries extractives			
(en millions de tonnes)	2014	2015	Variation en (%)
PHOSPHATE	1,1	1,2	3,7
CLINKER	0,8	1,6	87,0
CIMENT	1,7	1,5	-13,0

Source : Direction de l'économie

La VA des industries manufacturières est en hausse de 8,4%. La VA du chapitre **"Electricité, Eau et Gaz"** progresse de 0,3% contre 2,0% en 2014. La VA des **"BTP"** a connu une progression de 12,9% soutenue par la poursuite des travaux de renforcement et de réhabilitation des infrastructures de base.

La situation de la VA des différentes branches du secteur secondaire se présente comme suit :

TABLEAU 1.5 : Valeur ajoutée des branches du secteur secondaire			
(en milliards de FCFA)	2014	2015	Variation en (%)
Secteur secondaire	276,0	304,5	10,3
Industries extractives	41,2	48,9	18,5
Industries manufacturières	116,6	126,4	8,4
Electricité, Eau et Gaz	33,3	33,4	0,3
BTP	84,8	95,8	12,9

Source : Direction de l'économie

La VA du secteur tertiaire marchand est en hausse de 3,9%. Les différentes composantes ont évolué comme suit : **"Commerce"** (+3,5%), **"Transports, Entrepôts et Communications"** (+8,9%), **"Banques, Assurances"** (+2,1%) et **"Autres services marchands"** (+1,6%). Sa contribution à la croissance du PIB est de +1,2% en 2015.

La VA des branches non marchandes est en hausse de 2,2% contre 1,9% en 2014.

La situation de la VA des différentes branches se présente comme suit :

TABLEAU 1.6 : Valeur ajoutée des branches du secteur tertiaire			
(en milliards de FCFA)	2014	2015	Variation en (%)
Secteur tertiaire	428,7	445,2	3,9
Commerce	154,2	159,6	3,5
Transport, Entrepôts et Communications	90,0	98,0	8,9
Banques, Assurances	31,6	32,2	2,1
Autres services marchands	152,9	155,3	1,6
Prod. Imp. services bancaires	-56,6	-68,0	20,1
VA BRANCHES NON MARCHANDES	134,0	137,0	2,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) nette de subventions	126,0	149,2	18,4
Droits et taxes à l'importation hors TVA nets de subventions	46,1	64,9	40,7

Source : Direction de l'économie

Le PIB nominal est de 2.417,7 milliards de FCFA en 2015, en augmentation de 9,1% par rapport à 2014. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 3,5% par rapport à 2014. Le PIB nominal par habitant passe de 320.058,1 FCFA en 2014 à 339.486,6 FCFA en 2015.

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2015 se présente comme suit :

TABLEAU 1.7 : Contribution à la croissance (en %)		
	2014	2015
Secteur primaire	4,1	-0,3
Secteur secondaire	0,2	2,1
Secteur tertiaire	0,1	1,2
Prod. Imp. services bancaires	-0,7	-0,8
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	0,2	0,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) nette de subventions	2,5	1,7
Droits et taxes à l'importation hors TVA nets de subventions	-0,5	1,4
Produit Intérieur Brut (PIB)	5,9	5,4
Cohérence	0,0	0,0

Source : Direction de l'économie

I.1.1.2. Evolution de la demande globale

En 2015, la demande est essentiellement portée par la consommation finale privée et l'investissement public. La consommation finale globale à prix courant en 2015 se chiffre à 2.404,3 milliards de FCFA contre 2.111,8 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 13,9%. Elle a représenté 99,4% du PIB contre 95,3% en 2014 impulsée par la consommation privée qui représente 83,5% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB est de 16,0% contre 14,2% en 2014.

La Formation brute de capital fixe (FBCF) totale a enregistré une hausse de 6,8% par rapport à son niveau de 2014 et se chiffre à 617,5 milliards de FCFA. Cette hausse est impulsée par la FBCF publique qui est en progression de 17,3%. La part relative de la FBCF privée est passée de 14,4% en 2014 à 14,0% en 2015, recul qui s'explique par l'achèvement de certains travaux de construction des infrastructures économiques. Le taux d'investissement se situe à 25,9% en 2015 contre 23,1% en 2014, en liaison avec le maintien des efforts du Gouvernement dans le financement des infrastructures.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services ont enregistré une hausse de 3,5% en passant de 986,3 milliards de FCFA en 2014 à 1.020,7 milliards de FCFA en 2015. Les importations régressent de 17,2% par rapport à 2014 et s'établissent à 1.634,4 milliards de FCFA.

La demande intérieure a ainsi représenté 125,4% du PIB en 2015 contre 118,4% en 2014. Les échanges extérieurs sont marqués par une régression de la propension moyenne à exporter les biens et services et une hausse de la propension moyenne à importer qui passent respectivement de 44,5% et 62,9% en 2014 à 42,2% et 67,6% en 2015.

TABLEAU 1.8 : Equilibre Ressources – Emplois à prix courant		
(% PIB)	2014	2015
Consommation finale	95,3	99,4
Privée	81,1	83,5
Publique	14,2	16,0
Formation brute de capital fixe	23,8	25,5
Privé	14,4	14,0
Publique	9,4	11,5
Variation des stocks	-0,6	0,4
Exportations de biens et services	44,5	42,2
Importations de biens et services	62,9	67,6
Demande intérieure	118,4	125,4
Investissements	23,1	25,9

Source : Direction de l'économie

La croissance de 5,4% du PIB réel en 2015 est principalement tirée par la consommation finale des ménages et la FBCF publique et se présente comme suit :

TABLEAU 1.9 : Contributions des emplois du PIB à la croissance		
en %	2014	2015
PIB aux prix du marché	5,9	5,4
Exportations nettes de biens et services	-0,4	-11,6
Consommation finale	3,2	10,7
Privée	4,0	8,2
Publique	-0,7	2,5
Formation brute de capital fixe	2,6	6,1
Privé	0,1	1,1
Publique	2,5	5,0
Variation des stocks	0,4	0,2
Cohérence	5,9	5,4

Source : Direction de l'économie

I.1.2. Année 2016

I.1.2.1. Evolution de l'offre globale

En 2016, l'activité économique évoluerait dans un environnement national marqué par la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA et la poursuite des efforts de reconstruction, notamment des infrastructures routières entrepris par le Gouvernement. Sous l'hypothèse de bonnes performances attendues au niveau de tous les secteurs de l'économie.

Une reprise est attendue au niveau du secteur primaire qui devrait rattraper la contraction observée en 2015. Le secteur primaire bénéficierait des mesures de soutien du Gouvernement, notamment la mise à disposition à temps des intrants agricoles. Toutefois, le risque d'une mauvaise pluviométrie est toujours présent et pourrait contrarier les prévisions faites pour le secteur primaire dans son ensemble. Ce risque est élevé compte tenu du phénomène el nino qui déstabilise le déroulement normal des saisons.

Dans le secteur secondaire les productions de phosphate, de clinker et de ciment seraient en hausse tout comme l'ensemble des industries manufacturières et des industries extractives. La performance attendue des industries extractives hors phosphate serait essentiellement portée par la production du clinker qui bénéficierait de la mise en service totale de l'usine de la société SCANTOGO. Les bâtiments et travaux publics bénéficieraient de la progression des dépenses d'investissement public ainsi que les industries connexes, notamment les aciéries et les cimenteries.

Avec un taux d'exécution du programme d'investissement public fixé par hypothèse à 70,0%, le niveau de l'investissement public serait de 299,0 milliards de FCFA contre une réalisation de 277,7 milliards de FCFA en 2015, apportant une contribution positive à la croissance.

Le secteur tertiaire resterait bien orienté grâce au dynamisme impulsé aux activités du PAL par la mise en exploitation du troisième quai construit par le Groupe Bolloré et de la darse en construction par Lomé Container Terminal qui est déjà effective sur 700 mètres linéaires sur les 1.050 prévus avec 6 portiques déjà installées, un atout considérable pour les activités de transbordement. L'activité de transport proviendrait également de l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE) après la mise en service le 26 avril 2016 de la nouvelle aérogare avec les promesses d'arrivée très prochaine de nouvelles compagnies.

Eu égard à ces hypothèses, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 5,4% en 2016 tout comme en 2015.

La situation des différentes composantes du PIB se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.1 : Valeur ajoutée des secteurs			
PIB A PRIX CONSTANTS (en milliards de FCFA)	2015	2016	Variation en %
Secteur primaire	421,9	455,7	8,0
Secteur secondaire	304,5	321,8	5,7
Secteur tertiaire	445,2	456,7	2,6
Prod. Imp services bancaires	-68,0	-81,8	20,3
VA Branches non marchandes	137,0	140,4	2,5
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) nette de subventions	149,2	159,0	6,5
Droits et taxes à l'importation hors TVA nets de subventions	64,9	81,6	25,7
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 454,8	1 533,3	5,4
Variation (%)	5,4	5,4	

Source : Direction de l'économie

La valeur ajoutée (VA) du **secteur primaire** serait en hausse de 8,0% contre une baisse de 1,0% en 2015. Sa contribution à la croissance est de 2,3% contre -0,3% en 2015. Cette bonne performance est liée à l'augmentation de la production agricole dont la VA s'accroîtrait de 5,3% et de la bonne tenue de l'élevage qui progresserait de 16,5%.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.2 : Valeur ajoutée des branches du secteur primaire			
en milliards de FCFA)	2015	2016	Variation en (%)
Secteur primaire	421,9	455,7	8,0
Agriculture	266,7	280,9	5,3
Cultures vivrières	210,1	216,3	2,9
Cultures de rente	56,6	64,7	14,2
Elevage	117,0	136,3	16,5
Forêt, pêche	38,2	38,5	0,7

Source : Direction de l'économie

Toutes les cultures seraient en hausse en 2016. Les performances réalisées dans la production vivrière résulteraient de l'effet combiné des bonnes conditions agro-climatiques et des mesures prises par le Gouvernement afin de garantir la réussite de la campagne agricole notamment l'exécution de plusieurs projets d'appui au développement du secteur primaire à travers le PNIASA.

La production des cultures d'exportation, notamment celle de coton, serait également orientée à la hausse en passant de 180 milliers de tonnes en 2015 à 205,6

milliers de tonnes en 2016. La performance des cultures de rente serait portée aussi bien par la production du coton et du café en hausse de 20,0% chacune que celle du cacao en hausse de 15,0%.

La production des différentes cultures se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.3 : Production agricole			
PRODUCTION VIVRIERE (en milliers de tonnes)			
	2015	2016	Variation en (%)
MANIOC	1.039,1	1.070,3	3,0
IGNAME	781,4	804,9	3,0
MAIS	794,7	818,5	3,0
MIL ET SORGHO	297,8	306,8	3,0
HARICOTS	177,4	181,0	2,0
ARACHIDE	40,9	41,7	2,0
RIZ PADDY	97,5	100,5	3,0
AUTRES	1.779,9	1.832,1	2,9
TOTAL	5.008,8	5.155,7	2,9
PRODUCTION DE RENTE (en milliers de tonnes)			
	2015	2016	Variation en (%)
CAFE	19,0	22,8	20,0
CACAO	11,2	12,9	15,0
COTON	80,0	96,0	20,0
PALMISTE	55,0	58,3	6,0
AUTRES	14,8	15,6	5,0
TOTAL	180,0	205,6	14,2

Source : Direction de l'économie

La VA du **secteur secondaire** enregistrerait une hausse de 5,7% en 2016 et sa contribution à la croissance serait de 1,2%, en liaison notamment avec une contribution à la croissance de +0,5% des "**BTP**" et des industries extractives chacune.

La situation des productions des industries extractives se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.4 : Production des industries extractives			
(en millions de tonnes)	2015	2016	Variation en (%)
PHOSPHATE	1,2	1,3	15,0
CLINKER	1,6	1,8	17,0
CIMENT	1,5	1,5	5,0

Source : Direction de l'économie

Dans les industries extractives, il serait enregistré une hausse de 13,6% de la valeur ajoutée contre une hausse de 18,5% en 2015. La VA du clinker serait en hausse de 17,4% après une progression de 80,5% en 2015. La VA du phosphate progresserait de 15,4% en 2016 contre une hausse de 0,1% en 2015.

La VA des industries manufacturières serait en hausse de 2,1%. La VA du chapitre **"Electricité, eau et gaz"** progresserait de 3,7% contre 0,3% en 2015. La VA des **"BTP"** connaîtrait une progression de 7,1% soutenue par la poursuite des travaux de renforcement et de réhabilitation des infrastructures de base.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.5 : Valeur ajoutée des branches du secteur secondaire			
(en milliards de FCFA)	2015	2016	Variation en %
Secteur secondaire	304,5	321,8	5,7
Industries extractives	48,9	55,5	13,6
Industries manufacturières	126,4	129,0	2,1
Electricité, Eau et Gaz	33,4	34,6	3,7
BTP	95,8	102,6	7,1

Source : Direction de l'économie

La VA du secteur tertiaire marchand enregistrerait une hausse de 2,6%. Les différentes composantes évolueraient comme suit : **"Commerce"** (+0,6%), **"Transports, entrepôts et communications"** (+4,5%), **"Banques, assurances"** (+5,5%) et **"Autres services marchands"** (+2,7%). Sa contribution à la croissance du PIB serait de +0,8% en 2016. La VA des branches non marchandes serait en hausse de 0,2% tout comme en 2015.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.6 : Valeur ajoutée des branches du secteur tertiaire			
(en milliards de FCFA)	2015	2016	Variation en (%)
Secteur tertiaire	445,2	456,7	2,6
Commerce	159,6	160,6	0,6
Transport, Entrepôts et Communications	98,0	102,4	4,5
Banques, Assurances	32,2	34,0	5,5
Autres services marchands	155,3	159,6	2,7
Prod. Imp. services bancaires	-68,0	-81,8	20,3
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	137,0	140,4	2,5
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) nette de subventions	149,2	159,0	6,5
Droits et taxes à l'importation hors TVA nets de subventions	64,9	81,6	25,7

Source : Direction de l'économie

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2016 se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.7 : Contribution à la croissance (en %)			
	2014	2015	2016
Secteur primaire	4,1	-0,3	2,3
Secteur secondaire	0,2	2,1	1,2
Secteur tertiaire	0,1	1,2	0,8
Prod. Imp. services bancaires	-0,7	-0,8	-0,9
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	0,2	0,2	0,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	2,5	1,7	0,7
Droits et taxes à l'importation hors TVA	-0,5	1,4	1,1
Produit Intérieur Brut (PIB)	5,9	5,4	5,4
Cohérence	0,0	0,0	0,0

Source : Direction de l'économie

Le PIB nominal en 2016 serait de 2.602,5 milliards de FCFA, en augmentation de 7,6% par rapport à 2015. L'indice du déflateur du PIB serait en progression de 2,1% par rapport à 2015. Le PIB nominal par habitant passerait de 339.486,6 FCFA en 2015 à 355.336,3 FCFA en 2016.

I.1.2.2. Evolution de la demande globale

En 2016, la croissance du PIB réel serait de 5,4%. Au niveau de la demande globale en 2016, la croissance serait essentiellement portée par les investissements public et privé.

La consommation finale globale à prix courant en 2016 se chiffrerait à 2.471,1 milliards de FCFA contre 2.404,3 milliards de FCFA en 2015, soit une progression de 2,8%. Elle représenterait 95,0% du PIB contre 99,4% en 2015 impulsée par la consommation privée qui représenterait 80,6% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB serait de 14,6% contre 14,0% en 2015.

La Formation brute de capital fixe (FBCF) totale enregistrerait une hausse de 9,6% par rapport à son niveau de 2015 et se chiffrerait à 691,3 milliards de FCFA. Cette hausse serait impulsée par la FBCF publique qui augmenterait de 12,0%. La part relative de la FBCF privée passerait de 18,9% en 2015 à 19,5% en 2016. Le taux d'investissement se situerait à 26,4% en 2016 contre 25,9% en 2015, en liaison avec le maintien des efforts du Gouvernement et du secteur privé dans le financement des infrastructures.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations de biens et services vont enregistrer une hausse de 7,5% en passant de 1.020,7 milliards de FCFA en 2015 à 1.097,4 milliards de FCFA en 2016. Les importations progresseraient de 1,2% par rapport à 2015 et s'établiraient à 1.653,6 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure représenterait 121,4% du PIB en 2016 contre 125,4% en 2015. Les échanges extérieurs seraient marqués par une stabilité de la propension moyenne à exporter les biens en 2016 par rapport à 2015. En ce qui concerne la propension moyenne à importer, elle passerait de 67,6% en 2015 à 63,5% en 2016, soit une baisse de 6,0%.

TABLEAU 2.8 : Equilibre Ressources – Emplois à prix courant			
(% PIB)	2014	2015	2016
Consommation finale	95,3	99,4	95,0
Privée	81,1	83,5	80,6
Publique	14,2	16,0	14,3
Formation brute de capital fixe	23,8	25,5	26,6
Privé	14,4	14,0	14,6
Publique	9,4	11,5	12,0
Variation des stocks	-0,6	0,4	-0,1
Exportations de biens et services	44,5	42,2	42,2
Importations de biens et services	62,9	67,6	63,5
Demande intérieure	118,4	125,4	121,4
Investissements	23,1	25,9	26,4

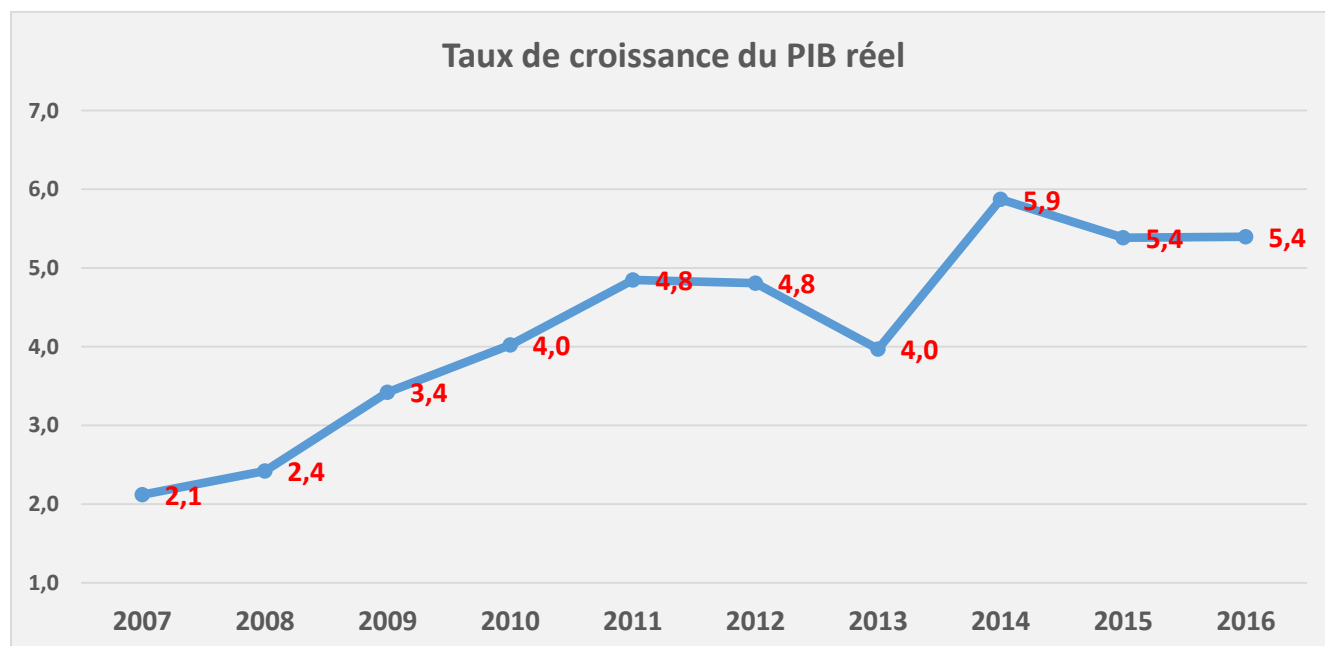
Source : Direction de l'économie

La croissance de 5,4% en 2016 serait tirée par les exportations nettes de biens et services, les investissements et la variation de stocks et leurs contributions se présenteraient comme suit :

TABLEAU 2.9 : Contributions des emplois du PIB à la croissance			
en %	2014	2015	2016
PIB aux prix du marché	5,9	5,4	5,4
Exportations nettes de biens et services	-0,4	-11,6	6,5
Consommation finale	3,2	10,7	-7,1
Privée	4,0	8,2	-5,3
Publique	-0,7	2,5	-1,8
Formation brute de capital fixe	2,6	6,1	3,8
Privé	0,1	1,1	2,1
Publique	2,5	5,0	1,7
Variation des stocks	0,4	0,2	2,2
Cohérence	5,9	5,4	5,4

Source : Direction de l'économie

Graphique 1 : Taux de croissance du PIB réel



Source : Direction de l'économie

ANALYSE DE RISQUE

Le risque d'une mauvaise pluviométrie est toujours présent et pourrait contrarier les prévisions faites pour le secteur primaire dans son ensemble. Ce risque est élevé compte tenu du phénomène el nino qui déstabilise le déroulement normal des saisons.

Le Togo est un petit pays de par sa superficie et sa population. Il exporte une partie non négligeable de ses biens vers les pays membres de la CEDEAO. Les exportations togolaises en Afrique de l'Ouest restent concentrées sur trois pays à savoir le Nigéria, le Ghana et le Burkina Faso. Le Nigeria et le Ghana, dans une moindre mesure, subissent durement les effets de la baisse drastique des prix du baril de pétrole brut qui affectent la demande intérieure dans ces pays et pourraient avec un décalage, affecter la demande adressée aux exportations du Togo vers ces pays. Le Burkina Faso sort d'une crise politique majeure et remet graduellement sa machine économique en marche. A court terme, les exportations du Togo vers ces pays pourraient stagner, voire diminuer. En moyenne, les exportations togolaises vers le Nigeria, le Ghana et Burkina Faso ont représenté l'équivalent de 6% du PIB nominal au cours des cinq dernières années. Il s'agit d'un risque élevé, en particulier pour le Nigeria.

Sur le plan interne, les investissements publics pourraient tirer encore plus la croissance si le rythme d'exécution des dépenses publiques s'accélérait. Il s'agit ici d'un risque positif car des marges de progression existent pour améliorer l'efficacité et l'efficience des investissements publics.

I.2. Prix et inflation

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 2008 s'établit au quatrième trimestre 2015 à 116,1 contre 116,8 au trimestre précédent, soit une baisse de 0,6%.

L'IHPC s'établit en décembre 2015 à 116,4, en progression de 3,5% par rapport au mois correspondant de l'année 2014.

La moyenne des indices du quatrième trimestre 2015 est en hausse de 1,9% par rapport au quatrième trimestre 2014. Cette progression est essentiellement imputable à la flambée des prix des fonctions « **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** », « **Articles d'habillement et chaussures** », « **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** » et « **Restaurants et hôtels** » respectivement pour 7,2%, 1,2%, 0,4% et 1,0%.

Les douze fonctions de l'indice ont évolué comme suit :

• Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	:	+7,2%
• Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	:	+1,6%
• Articles d'habillement et chaussures	:	+1,2%
• Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	:	+0,4%
• Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer	:	+1,2%
• Santé	:	-1,2%
• Transports	:	-2,8%
• Communications	:	0,0%
• Loisirs et culture	:	-0,3%
• Enseignement	:	+0,3%
• Restaurants et hôtels	:	+1,0%
• Biens et services divers	:	+0,5%

Les groupes « **Produits alimentaires** » et « **Boissons non alcoolisées** » avec une pondération respectivement de 27,79% et 0,88% ont augmenté de 7,3% et 2,0%. Au niveau du groupe « **Produits alimentaires** », les principaux sous-groupes ont évolué comme suit : « **Pain et céréales** » (+11,7%), « **viande** » (+1,0%), « **Poissons et fruits de mer** » (+5,7%), « **Huiles et graisses** » (-3,8%), « **Légumes** » (+8,2%), « **Tubercules et plantains** » (+31,9%) et « **Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a** » (+10,0%)

La moyenne de l'IHPC sur l'année 2015 se chiffre à 116,1 contre 114,1 sur 2014, soit une progression de 1,7%. Cette augmentation est essentiellement due à la hausse des prix observée au niveau des fonctions « **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** », « **Articles d'habillement et chaussures** », « **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** », « **Restaurants et hôtels** » et « **Biens et services divers** » respectivement pour 5,9%, 1,0%, 1,2%, 0,9% et 1,1%.

Les douze fonctions de l'IHPC ont évolué comme suit :

• Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	:	+5,9%
• Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	:	+0,9%
• Articles d'habillement et chaussures	:	+1,0%
• Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	:	+1,2%
• Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer	:	+0,7%
• Santé	:	+1,0%
• Transports	:	-2,7%
• Communications	:	-0,1%
• Loisirs et culture	:	-0,5%
• Enseignement	:	+1,6%
• Restaurants et hôtels	:	+0,9%
• Biens et services divers	:	+1,1%

Les groupes «**Produits alimentaires**» et «**Boissons non alcoolisées**» ont augmenté respectivement de 5,9% et 4,1%. Au niveau du groupe «**Produits alimentaires**», tous les principaux sous-groupes ont connu une augmentation.

Les douze fonctions ont contribué à l'inflation de 1,7% de l'année comme suit :

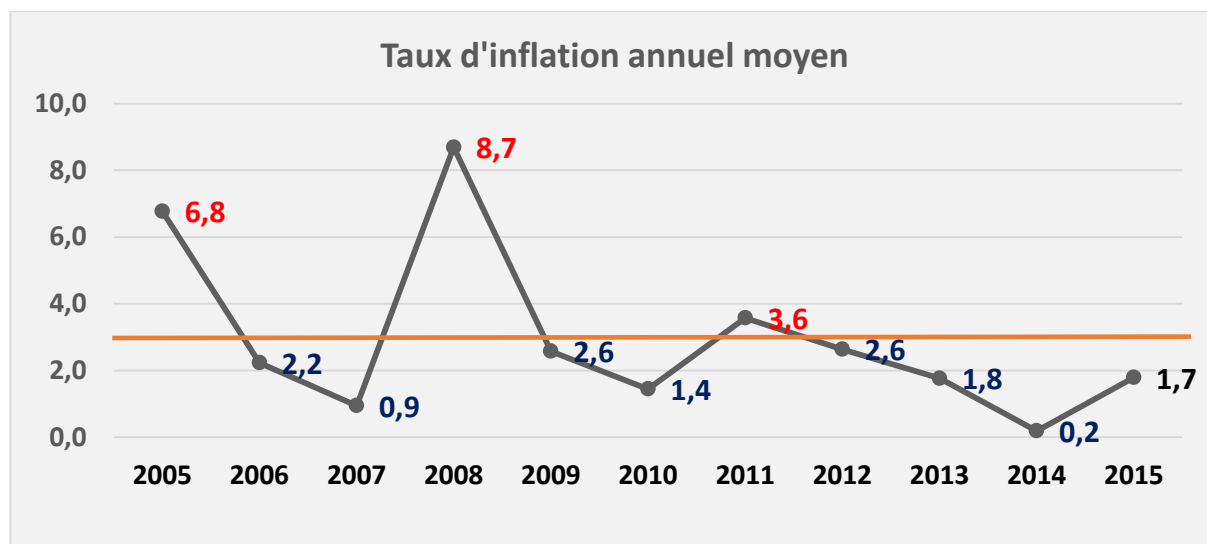
• Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	:	+1,7%
• Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	:	+0,008%
• Articles d'habillement et chaussures	:	+0,1%
• Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	:	+0,1%
• Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer	:	+0,03%
• Santé	:	+0,04%
• Transports	:	-0,3%
• Communications	:	-0,004%

• Loisirs et culture	:	-0,01%
• Enseignement	:	+0,03%
• Restaurants et hôtels	:	+0,1%
• Biens et services divers	:	+0,1%
INDICE GLOBAL	:	+1,7%

En termes d'origine, les prix des produits importés, avec une pondération de 30,72% du panier, ont connu une hausse de 0,2% et une baisse de 0,5% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Quant aux produits locaux, avec une pondération de 69,28% du panier, leurs prix ont diminué de 1,0% par rapport au trimestre précédent et ont augmenté de 3,1% par rapport à la même période de 2014.

Sur l'année 2015, les prix des produits importés ont diminué de 0,5% tandis que ceux des produits locaux ont augmenté de 2,9% par rapport à 2014. La hausse des prix des produits locaux serait en liaison avec la contre-performance de la campagne agricole 2014-2015 qui a entraîné une augmentation des prix des produits alimentaires de 5,9% sur l'année 2015.

Graphique 2 : Taux d'inflation



Source : Direction de l'économie à partir des données de l'INSEED

I.3. Pluviométrie

Au cours du quatrième trimestre 2015, la pluviométrie moyenne relevée par la Direction de la Météorologie Nationale est de 156,9 mm en 15 jours contre 150,1 mm en 16 jours au quatrième trimestre 2014, soit une hausse de 4,5% pour la quantité.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 155,4 mm, soit une variation de +102,1% ;
- Tabligbo : 246,1 mm, soit une variation de +89,6% ;
- Atakpamé : 200,3 mm, soit une variation de 173,6% ;
- Kouma-Konda : 303,4 mm, soit une variation de -4,7% ;
- Sotouboua : 108,0 mm, soit une variation de +6,7% ;
- Sokodé : 59,9 mm, soit une variation de -72,4% ;
- Kara : 104,1 mm, soit une variation de -50,5% ;
- Niamtougou : 193,7 mm, soit une variation de -18,0% ;
- Mango : 102,5 mm, soit une variation de +61,4% ;
- Dapaong : 95,5 mm, soit une variation de +27,7%.

Sur les douze mois de l'année 2015, la pluviométrie moyenne relevée sur les dix stations est de 1.036,7 mm en 91 jours contre 1.155,5 mm en 100 jours au cours de l'année 2014, enregistrant une baisse de 10,3% pour la quantité.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 737,5 mm, soit une variation de -16,1% ;
- Tabligbo : 896,2 mm, soit une variation de -17,4% ;
- Atakpamé : 994,5 mm, soit une variation de -20,1% ;
- Kouma-Konda : 1.528,7 mm, soit une variation de +1,5% ;
- Sotouboua : 976,2 mm, soit une variation de -19,5% ;
- Sokodé : 1.088,5 mm, soit une variation de -13,2% ;
- Kara : 1.053,4 mm, soit une variation de -1,3% ;
- Niamtougou : 1.195,9 mm, soit une variation de -5,5% ;
- Mango : 883,7 mm, soit une variation de -3,4% ;
- Dapaong : 1.012,7 mm, soit une variation de -10,1%.

Par rapport à 2014, les pluies ont été moins abondantes en 2015 sur l'ensemble des stations à l'exception de celle de Kouma-Konda. Des creux pluviométriques ont été observés au cours du deuxième et du troisième trimestre de l'année perturbant ainsi le bon développement des cultures pluviales.

Selon les estimations de la Direction des statistiques agricoles, de l'informatique et de la documentation (DSID) pour la campagne agricole 2015-2016, la production des cultures vivrières a baissé de 6,5% par rapport à la campagne précédente.

Cette contre-performance de la production agricole vivrière reflète la vulnérabilité du système de production aux aléas climatiques en dépit des progrès réalisés à travers les différents programmes mis en œuvre par le Ministère en charge de l'Agriculture.

II. FINANCES PUBLIQUES

Les opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2015 comparées à celles de 2014 présentent les évolutions suivantes :

- une hausse de 14,0% des recettes totales et dons ;
- un accroissement de 24,6% des dépenses totales et prêts nets ;
- une progression de 34,0% des dépenses d'investissement ;
- un solde global base caisse (dons inclus) de -124,1 milliards de FCFA contre -100,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

II.1. Recettes et dons

En 2015, les recettes de l'Etat (dons inclus) ont atteint 628,2 milliards de FCFA et sont en progression de 14,0% par rapport à 2014.

Les recettes totales se chiffrent à 571,0 milliards de FCFA, en hausse de 13,0% par rapport à fin décembre 2014.

Les recettes fiscales s'élèvent à 516,3 milliards de FCFA, en augmentation de 12,7%. Cette progression est impulsée par les "**taxes sur les biens et services**" (+19,6%) et les "**Impôts sur le commerce extérieur**" (+13,0%) qui se chiffrent respectivement à 265,8 milliards de FCFA et 132,5 milliards de FCFA.

Les recouvrements fiscaux du Commissariat des impôts (CI) ont atteint 222,2 milliards de FCFA contre 212,0 milliards de FCFA en 2014 et représentent 105,9% des prévisions annuelles.

Les contributions indirectes recouvrées par le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) à fin décembre 2015 se chiffrent à 294,0 milliards de FCFA, contre 246,2 milliards de FCFA à fin décembre 2014. Ils représentent 108,7% des prévisions annuelles.

Les performances du CI et du CDDI s'expliquent fondamentalement par le renforcement de la lutte contre la fraude, la corruption et la contrebande, la collecte des recettes par les banques, le renforcement de l'analyse de risques, l'informatisation des services et les efforts accrus de sensibilisation.

Au terme de l'année 2015, les recettes non fiscales s'élèvent à 54,7 milliards de FCFA contre 47,2 milliards de FCFA à fin décembre 2014.

En 2015, les dons mobilisés s'élèvent à 57,2 milliards de FCFA contre 45,8 milliards de FCFA en 2014.

II.2. Dépenses et prêts nets

Les dépenses totales de l'Etat enregistrées à la fin de l'année 2015 s'élèvent à 780,6 milliards de FCFA, en progression de 24,6% par rapport à 2014.

Les dépenses courantes s'établissent à 501,5 milliards de FCFA, en hausse de 19,8% par rapport à fin décembre 2014. Cette évolution s'explique par la progression de 19,7% des "**salaires et traitements**", et de 27,9% des "**autres dépenses courantes**" qui s'établissent respectivement à 171,7 milliards de FCFA et 250,0 milliards de FCFA. Les intérêts dus au titre de la dette publique se chiffrent à 45,4 milliards de FCFA contre 28,3 milliards de FCFA en 2014.

Les dépenses d'investissement en 2015 s'établissent à 277,7 milliards de FCFA, en augmentation de 34,0% par rapport à 2014. Cet accroissement est porté aussi bien par les dépenses en capital sur financement interne et externe.

II.3. Soldes et financement

Le "**solde global base caisse**" (dons inclus) s'établit, en 2015, à -124,1 milliards de FCFA contre -100,2 milliards de FCFA à fin décembre 2014.

Le financement intérieur et le financement extérieur sont évalués respectivement à 47,2 milliards de FCFA et 76,9 milliards de FCFA contre respectivement 59,0 milliards de FCFA et 49,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

III.1. Commerce spécial

Au cours de l'année 2015, les échanges commerciaux du Togo sont caractérisés par une progression des exportations et des importations par rapport à 2014. Le déficit commercial s'est aggravé de 149,3 milliards de FCFA.

III.1.1. Exportations

Au terme de l'année 2015, les exportations f.o.b. ont atteint 397,3 milliards de FCFA contre 396,2 milliards de FCFA un an auparavant, soit une hausse de 0,3%. Le

poids des exportations se chiffre à 2.207.429,8 tonnes contre 3.042.182,1 tonnes un an plus tôt.

Les « phosphates de calcium ou aluminocalciques naturels et craies, non moulus » sont le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 59,2 milliards de FCFA, soit une part relative de 14,9% pour une quantité de 939.023,0 tonnes contre respectivement 65,2 milliards de FCFA, 16,5% et 1.404.235,0 tonnes en 2014.

Le « coton, non cardé ni peigné : égrené » est le deuxième produit d'exportation du Togo avec 35,1 milliards de FCFA, soit 8,8% de la valeur totale des exportations pour une quantité de 43.882,8 tonnes contre respectivement 28,5 milliards de FCFA, 7,2% et 32.580,6 tonnes au cours de l'année 2014.

Les « autres produits de beauté, de maquillage, solaires ou pour la peau » constituent le troisième produit d'exportation avec 25,6 milliards de FCFA pour une quantité de 12.462,3 tonnes, soit une part relative de 6,4% contre respectivement 19,3 milliards de FCFA, 10.823,0 tonnes et 4,9% un an plus tôt.

Au titre de l'année 2015, le Burkina Faso est le premier client du Togo avec 64,2 milliards de FCFA, soit une part relative de 16,2% pour une quantité de 424.743,4 tonnes contre respectivement 40,2 milliards de FCFA, 10,1% et 107.535,1 tonnes en 2014.

Les exportations à destination de ce pays portent essentiellement sur les « ciments non pulvérisés dits 'clinkers', même colorés », les « sacs, sachets, pochettes, cornets en autres matières plastiques », les « sacs, sachets, pochettes, cornets en polyéthylène » et les « autres huiles de palme...: autres » pour des valeurs respectives de 11,2 milliards de FCFA, 5,5 milliards de FCFA, 4,6 milliards de FCFA et 3,9 milliards de FCFA.

Le Bénin est le deuxième client du Togo avec 59,1 milliards de FCFA pour une quantité de 344.336,1 tonnes, soit une part relative en valeur de 14,9% contre respectivement 44,7 milliards de FCFA, 110.934,6 tonnes et 11,3% un an plus tôt.

Les exportations vers le Bénin portent notamment sur les « ciments non pulvérisés dits 'clinkers', même colorés », les « sacs, sachets, pochettes, cornets en polyéthylène », les « autres produits de beauté, de maquillage, solaires ou pour la peau » et le « saccharose chimiquement pur, à l'état solide : autres » pour des valeurs respectives de 10,2 milliards de FCFA, 9,3 milliards de FCFA, 4,8 milliards de FCFA et 3,3 milliards de FCFA.

L'Inde est le troisième client du Togo avec 38,7 milliards de FCFA, soit une part relative de 9,7% pour une quantité de 573.633,2 tonnes contre respectivement 53,4 milliards de FCFA, 13,5% et 1.116.815,5 tonnes.

L'Inde a importé essentiellement du Togo, des produits comme les « phosphates de calcium ou aluminocalciques naturels et craies, non moulus » et le « coton, non cardé ni peigné : égrené » pour respectivement 35,5 milliards de FCFA et 2,7 milliards de FCFA.

Au titre de l'année 2015, les exportations à destination de la Zone EURO ont concerné douze pays et se chiffrent à 20,4 milliards de FCFA, soit une baisse de 36,7% par rapport à 2014. Ces exportations représentent 5,1% de la valeur totale des exportations contre 8,1% en 2014.

Les exportations togolaises vers les Etats membres de l'UEMOA en 2015 s'établissent à 204,0 milliards de FCFA avec une quantité de 970.417,5 tonnes, soit 51,3% de la valeur totale des exportations contre respectivement 164,6 milliards de FCFA, 776.825,8 tonnes et 41,6% en 2014.

Le Burkina Faso, le Bénin et le Niger sont respectivement premier, deuxième et troisième client UEMOA du Togo. Les exportations vers ces trois pays représentent 161,9 milliards de FCFA contre 137,1 milliards de FCFA au terme de l'année 2014, soit respectivement 79,4% et 83,3% de la valeur totale des exportations à destination de l'Union.

En 2015, le Togo a exporté pour une valeur totale de 242,0 milliards de FCFA vers les Etats membres de la CEDEAO, soit 60,9% de la valeur totale des exportations pour une quantité de 1.008.236,4 tonnes, contre respectivement 223,0 milliards de FCFA, 56,3% et 1.180.081,0 tonnes un an auparavant.

III.1.2. Importations

Les importations c.a.f. du Togo en 2015 ont progressé de 17,2% en valeur par rapport à 2014 et se chiffrent à 1.026,0 milliards de FCFA contre 875,5 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises est de 2.870.987,4 tonnes en 2015 contre 3.352.663,4 tonnes au terme des douze mois de 2014.

Les « autres médicaments en doses (produits des N 30.02, 30.05, 30.06 exclus) » sont le premier produit d'importation avec 49,7 milliards de FCFA contre 32,4 milliards de FCFA à la fin de l'année 2014.

Les « huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes : gas-oil » sont le deuxième produit d'importation du Togo avec 42,7 milliards de FCFA pour 119.214,3 tonnes contre respectivement 56,4 milliards de FCFA et 120.241,2 tonnes au cours des quatre trimestres de 2014.

Le « super carburant » est le troisième produit d'importation avec 36,3 milliards de FCFA, soit une part relative de 3,5% contre respectivement 44,8 milliards de FCFA et 5,1% à fin 2014.

La Chine est le premier fournisseur du Togo avec 205,8 milliards de FCFA pour une part relative de 20,1% de la valeur totale des importations contre respectivement 154,7 milliards de FCFA et 17,7% en 2014.

Les importations en provenance de la Chine portent essentiellement sur les « autres tissus de coton couleur, 85%, 200 g/m² ou – », le « fil machine en fer ou en aciers non alliés circulaire de diamètre < 14 mm » et les « motocycles de + 50 cm³ à

250 cm³ importées pour l'industrie du montage » pour des valeurs respectives de 15,1 milliards de FCFA, 11,2 milliards de FCFA et 13,1 milliards de FCFA.

La Chine est suivie de la France avec 95,9 milliards de FCFA pour une part relative de 9,3% contre respectivement 82,4 milliards de FCFA et 9,4%.

En 2015, le Togo a importé essentiellement de la France des « autres médicaments en doses (produits des N 30.02, 30.05, 30.06 exclus) », des « autres froments (blé) et méteil » et du « super carburant » pour respectivement 21,8 milliards de FCFA, 6,9 milliards de FCFA et 7,1 milliards de FCFA.

L'Afrique du Sud est le troisième fournisseur du Togo avec 50,4 milliards de FCFA et 310.317,6 tonnes pour une part relative de 4,9% contre respectivement 15,2 milliards de FCFA, 114.236,9 tonnes et 1,7% en 2014.

Les importations en provenance de ce pays ont porté notamment sur des « autres houilles, même pulvérisées, mais non agglomérées », des « combustibles solides agglomérés obtenus à partir de la houille » et des « autres conducteurs électriques pour tension excédant 1000 volts » pour respectivement 8,0 milliards de FCFA, 6,8 milliards de FCFA et 3,2 milliards de FCFA.

En 2015, le Togo a importé de la Zone EURO 309,9 milliards de FCFA de marchandises pour une quantité de 883.843,4 tonnes, soit 30,2% de la valeur totale des importations contre respectivement 321,8 milliards de FCFA, 1.151.991,7 tonnes et 36,8% en 2014. La France, l'Espagne et la Belgique sont les trois premiers clients du Togo en 2015.

Les importations du Togo en provenance des Etats membres de l'UEMOA au cours de l'année 2015 sont de 47,9 milliards de FCFA, en hausse de 16,8% par rapport à 2014. Elles représentent 4,7% de la valeur totale des importations contre 4,7% en 2014.

La Côte d'Ivoire est le premier fournisseur du Togo dans l'Union avec 23,7 milliards de FCFA, soit 49,4% de la valeur des importations en provenance de l'UEMOA contre respectivement 20,7 milliards de FCFA et 50,5% en 2014.

La Guinée-Bissau est le deuxième fournisseur du Togo avec 8,2 milliards de FCFA pour une quantité de 16.806,6 tonnes contre respectivement 6,8 milliards de FCFA et 22.423,9 tonnes au cours de l'année 2014.

Au niveau de la CEDEAO, les importations ont augmenté de 14,6% pour atteindre 90,3 milliards de FCFA au terme de l'année 2015. Ces importations représentent 8,8% de la valeur totale des importations contre 9,0% en 2014.

Le Ghana est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 34,5 milliards de FCFA, soit 38,2% de la valeur des importations en provenance de la CEDEAO contre respectivement 31,5 milliards de FCFA et 40,0% en 2014.

III.1.3. Balance commerciale

Au terme de l'année 2015, le déficit commercial a atteint 628,7 milliards de FCFA contre 479,4 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 149,3 milliards de FCFA. Les importations ont augmenté plus vite que les exportations qui restent encore insuffisamment diversifiées.

Sur les douze mois de 2015, l'excédent commercial avec les Etats membres de l'UEMOA s'établit à 156,1 milliards de FCFA contre 123,6 milliards de FCFA un an auparavant.

La balance excédentaire avec les Etats membres de la CEDEAO est passée de 144,2 milliards de FCFA en 2014 à 151,7 milliards de FCFA en 2015.

III.2. Estimations de la balance des paiements 2015

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2015, un solde excédentaire de 115,0 milliards résultant d'un déficit courant de 150,5 milliards, d'un excédent du compte de capital de 154,2 milliards et d'un passif net du compte financier de 111,3 milliards.

III.2.1. Solde des transactions courantes et de capital

Les transactions courantes et en capital ressortiraient excédentaires de 3,7 milliards en 2015, après un déficit de 68,8 milliards un an plus tôt.

III.2.1.1. Compte des transactions courantes

Le déficit courant s'améliorerait de 75,8 milliards par rapport à l'année 2014, en raison notamment de la réduction du déficit de la balance des biens, cumulée à l'amélioration des soldes des services ainsi que des revenus primaires et secondaires.

L'amélioration de 62,5 milliards du solde déficitaire des biens serait consécutive à la hausse des exportations de 56,3 milliards et au repli de 6,2 milliards des importations.

La progression des exportations serait liée notamment à l'augmentation des transactions sur les produits des industries extractives, surtout dans le domaine du phosphate. Les ventes extérieures de phosphate se sont inscrites en hausse en 2015, à la faveur d'un accroissement de 33,8% du prix moyen de cession, dans un contexte de repli de 20,6% de la quantité exportée, malgré la hausse de 3,7% de la quantité produite. S'agissant du clinker et du ciment, leurs exportations ont respectivement baissé de 37,9% et 59,3%, en relation avec l'orientation défavorable des quantités exportées et produites, suite à de fréquentes grèves du personnel, entraînant, au cours des mois de novembre et décembre 2015, l'arrêt provisoire des activités dans certaines usines de production de clinker et de ciment.

Sur la période, les exportations de café, cacao et coton ont respectivement progressé de 51,8%, 0,7% et 30,7%, du fait principalement de la disponibilité des stocks constitués en 2014.

La diminution des importations de biens serait due principalement à :

- la baisse de la facture pétrolière, à la faveur du repli du cours du baril ;
- la régression des achats de biens d'équipement liée notamment à l'achèvement des travaux de modernisation des équipements portuaires et aéroportuaires.

L'excédent de la balance des services se renforcerait de 1,4 milliard, suite notamment à la hausse de l'offre des services, en particulier le transport et les activités portuaires.

Le solde des revenus primaires augmenterait de 0,7 milliard en s'établissant à 23,5 milliards en 2015 contre 22,8 milliards en 2014, en liaison principalement avec la hausse des flux nets de la rémunération des salariés.

Le solde excédentaire des revenus secondaires s'établirait à 169,4 milliards en 2015, en progression de 11,2 milliards par rapport au niveau de 2014, suite à l'amélioration du solde des transferts de fonds des travailleurs migrants conjuguée à la hausse des dons courants mobilisés par l'administration publique.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -8,3% contre -12,2% en 2014.

III.2.1.2. Compte de capital

Le solde du compte de capital se situerait à 154,2 milliards, en baisse de 3,3 milliards, suite à la diminution de la mobilisation des dons et des ressources par les administrations publiques.

III.2.2. Compte financier

Le solde du compte financier serait de -111,3 milliards en 2015, contre 9,8 milliards en 2014, soit un endettement net de 121,1 milliards. Cette évolution résulterait principalement des entrées nettes de 64,3 milliards et de 61,7 milliards respectivement des investissements directs et des investissements de portefeuille.

III.3. Prévisions de la balance des paiements 2016

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2016, un solde excédentaire de 40,0 milliards résultant d'un déficit courant de 140,5 milliards, d'un excédent du solde du compte de capital de 157,9 milliards et d'un passif net du compte financier de 22,6 milliards.

Le solde courant s'améliorerait de 10,0 milliards par rapport à 2015, en raison de l'amélioration des soldes de la balance des biens, des services ainsi que des revenus primaires et secondaires.

L'amélioration de 2,9 milliards du solde déficitaire des biens serait consécutive à la hausse de 61,3 milliards des exportations, atténuée par la progression de 58,4 milliards des importations.

La progression des exportations de biens serait favorisée par la hausse des exportations de coton, de clinker, de ciments et d'or non monétaire.

La hausse des importations de biens serait dû principalement à :

- la poursuite à la hausse de la demande intérieure des biens de consommation courante ;
- l'augmentation des importations de biens intermédiaires, en liaison avec la progression de la production des industries manufacturières.

L'excédent de la balance des services s'améliorerait de 0,4 milliard, suite notamment à la progression de l'offre de services de transport et d'activités portuaires.

Le solde des revenus primaires se situerait à 24,3 milliards, contre 23,5 milliards une année plus tôt, soit un accroissement de 0,7 milliard. Cette évolution serait consécutive principalement à une progression des flux nets de la rémunération des salariés.

Le solde excédentaire des transferts courants s'établirait à 175,3 milliards en 2016, en progression de 6,0 milliards par rapport au niveau de 2015. Cette évolution serait favorisée notamment par l'amélioration du solde des transferts de fonds des travailleurs migrants conjuguée à la hausse des dons courants mobilisés par l'administration publique.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -7,4% en 2016 contre -8,3% en 2015.

Le solde du compte de capital s'établirait à 157,9 milliards en 2016 en hausse de 3,7 milliards, suite à un accroissement de la mobilisation des dons et des ressources de l'administration publique et des autres secteurs.

Le solde du compte financier serait de -22,6 milliards en 2016 contre -111,3 milliards en 2015, soit un désendettement net de 88,7 milliards. Cette évolution résulterait des sorties nettes respectives de 41,9 milliards, 30,4 milliards et de 16,4 milliards respectives des flux nets des autres investissements, des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Balance des paiements (en milliards de FCFA)

LIBELLES	2014	2015	2016
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-226,4	-150,5	-140,5
BALANCE DES BIENS	-438,4	-375,9	-373,0
Exportations de biens (fob)	655,5	711,8	773,1
Importations de biens (fob)	-1 093,9	-1 087,7	-1 146,1
BALANCE DES SERVICES	31,1	32,5	32,9
REVENU PRIMAIRE	22,8	23,5	24,3
REVENU SECONDAIRE	158,2	169,4	175,3
COMPTE DE CAPITAL	157,5	154,2	157,9
SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES ET DE CAPITAL	-68,8	3,7	17,4
COMPTE FINANCIER	9,8	-111,3	-22,6
SOLDE GLOBAL	-76,5	115,0	40,0

Source : BCEAO

IV. SECTEUR MONÉTAIRE

A fin décembre 2015, l'évolution de la situation monétaire comparée à celle de fin décembre 2014 fait ressortir une amélioration de 115,0 milliards de FCFA de la position extérieure nette et un renforcement de 107,4 milliards de FCFA du crédit intérieur. En contrepartie, la masse monétaire a progressé de 221,6 milliards de FCFA.

IV.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires, à fin décembre 2015, sont ressortis à 353,9 milliards de FCFA contre 238,9 milliards de FCFA à fin décembre 2014, soit une hausse de 48,1%. Cette progression est attribuable au renforcement de la position extérieure nette de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de 119,3 milliards de FCFA, atténué par le repli de 4,3 milliards de FCFA de celle des banques de dépôt.

L'expansion des AEN de la Banque centrale est imputable à l'accroissement de 68,7 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts, principalement la position créditrice en disponibilité extérieure (+75,3 milliards de FCFA), renforcé par le recul de 50,6 milliards de FCFA des engagements extérieurs, notamment la régression des dépôts des institutions sous-régionales et internationales dans les livres de l'Institut d'émission.

IV.2. Crédit intérieur

A fin décembre 2015, l'encours du crédit intérieur est estimé à 994,4 milliards de FCFA, en hausse de 12,1% par rapport à fin décembre 2014. Cette hausse est induite par la progression de 123,4 milliards de FCFA des concours au secteur privé et l'amélioration de la Position nette du gouvernement (PNG) de 16,0 milliards de FCFA.

IV.2.1. Position nette du gouvernement

Par rapport à fin décembre 2014, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est améliorée de 16,0 milliards (-12,8%) à fin décembre 2015, sous l'effet conjugué principalement de :

- la baisse de 17,5 milliards des concours des banques à l'Etat, en rapport avec les remboursements de titres publics (bons et obligations du Trésor), émis les années précédentes, ainsi que des autres concours à l'Etat ;
- la diminution de 14,2 milliards des concours de la BCEAO à l'Etat, en relation avec les amortissements de 8,3 milliards et 5,9 milliards respectivement au titre des concours du FMI et ceux adossés aux allocations de DTS ;
- la hausse de 16,1 milliards des dépôts publics dans les banques, en rapport avec l'accroissement des dépôts des structures publiques et parapubliques ;
- la régression de 29,7 milliards des dépôts de l'Etat à la BCEAO, en liaison avec les divers remboursements et amortissements de dettes vis-à-vis des banques et du FMI.

IV.2.2. Crédits à l'économie

Comparés à leur niveau de fin décembre 2014, les crédits à l'économie ont progressé de 16,2% et se chiffrent à 886,0 milliards de FCFA à fin décembre 2015. Cette hausse est induite par l'augmentation des crédits à court terme et des crédits à long et moyen termes respectivement de 7,0% et 25,8% pour se fixer respectivement à 417,9 milliards de FCFA et 468,1 milliards de FCFA.

Les crédits ordinaires se sont consolidés de 123,3 milliards de FCFA, en passant de 762,5 milliards de FCFA à fin décembre 2014 à 885,9 milliards de FCFA un an plus tard. Cette hausse a bénéficié principalement aux entreprises intervenant dans les branches d'activités « bâtiments et travaux publics » (+52,5%), « services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels » (+28,2%), « industries manufacturières » (+20,8%) et « commerce de gros et de détail, restaurants, hôtels » (+8,9%).

Les crédits de campagne se chiffrent à 0,1 milliard de FCFA contre 0,05 milliard de FCFA à fin décembre 2014.

IV.3. Masse monétaire

Comparativement à fin décembre 2014, la masse monétaire a enregistré une expansion de 20,2% et s'établit à 1.319,0 milliards de FCFA au terme de l'année 2015. Cette hausse se traduit principalement par l'accroissement des dépôts en banques et de la circulation fiduciaire.

En effet, les dépôts en banques ont progressé de 13,4% et s'élèvent à 1.062,2 milliards de FCFA. Cet accroissement provient des dépôts des particuliers et entreprises privées et des dépôts des organismes publics qui ont augmenté respectivement de 108,5 milliards de FCFA et 17,2 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2014.

La circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) est en hausse de 64,3% et s'établit à 240,5 milliards de FCFA.

Sur la période sous revue, les dépôts en CCP se sont accrus de 11,9% en passant de 14,6 milliards de FCFA à fin décembre 2014 à 16,4 milliards de FCFA un an plus tard.

V. DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 1.166,9 milliards de FCFA à fin décembre 2014 à 1.384,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015 enregistrant une hausse de 18,7%.

V.1. Dette extérieure

Au terme du quatrième trimestre 2015, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 604,2 milliards de FCFA représentant 43,6% du portefeuille de la dette totale. L'encours de la dette extérieure totale a progressé de 133,7 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2014, soit une augmentation de 28,4%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages et des fluctuations des principales devises de libellé des prêts.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 293,5 milliards de FCFA à fin décembre 2015 contre 243,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2014, soit une progression de 20,7%. Cette augmentation s'explique notamment par les tirages effectués sur les emprunts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), de l'International Development Association (IDA), de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), du Fonds de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEC FUND) et de la Banque Islamique de Développement (BID).

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours du quatrième trimestre 2015 tout comme au quatrième trimestre 2014.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2015 se chiffrent respectivement à 12,1 milliards de FCFA et 8,6 milliards de FCFA contre respectivement 10,8 milliards de FCFA et 5,8 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2014.

Les engagements et les tirages s'élèvent respectivement à 35,7 milliards de FCFA et 42,9 milliards de FCFA au cours de la période contre respectivement 110,1 milliards de FCFA et 38,1 milliards de FCFA à la même période de 2014.

L'encours de la dette bilatérale a augmenté de 58,5% par rapport à fin décembre 2014 pour se chiffrer à 42,3 milliards de FCFA, soit une hausse de 15,5 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique notamment par les tirages effectués sur les emprunts du FONDS KOWEITIEEN et de la Belgique et la prise en compte des tirages sur le prêt de la République du Congo.

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours de la période tout comme un an plus tôt.

Au cours de la période sous revue, il n'y a eu ni rééchelonnement, ni annulation de dettes tout comme au quatrième trimestre 2014. Les engagements et les tirages se sont chiffrés respectivement à 0,0 FCFA et 10,6 milliards de FCFA contre respectivement 14,5 milliards de FCFA et 0,2 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2014. Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2015 se chiffrent respectivement à 3,8 milliards de FCFA et 0,6 milliard de FCFA contre respectivement 4,2 milliards de FCFA et 0,7 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2014.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris est de 7,7 milliards de FCFA contre 3,9 milliards de FCFA à fin décembre 2014, en hausse de 95,2%. Cette hausse résulte essentiellement des tirages effectués sur le prêt de la Belgique.

Le montant total des arriérés de paiements à fin décembre 2015 est nul tout comme un an plus tôt.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres est de 268,4 milliards de FCFA contre 200,7 milliards de FCFA à fin décembre 2014, soit une hausse de 33,7%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des fluctuations des prêts libellés en devises et des décaissements effectués par EXIMBANK Chine et EXIMBANK Inde dans le cadre de la construction des infrastructures routières, électriques et aéroportuaires d'une part, et des remboursements en principal de la créance de Gaz de France et Suez (GDF-SUEZ) et FNB BANK UK d'autre part.

V.2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2015, s'élève à 780,8 milliards de FCFA contre 696,4 milliards de FCFA à fin décembre 2014, soit une hausse de 12,1% due à l'effet combiné des remboursements des arriérés de la dette commerciale et du passif de l'Etat relatif au Fonds d'Entretien Routier (FER), du paiement des allocations DTS et du remboursement et émission des emprunts obligataires et des bons du Trésor.

Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts se chiffrent respectivement à 65,4 milliards de FCFA et 31,2 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

L'encours de la dette intérieure à fin décembre 2015 comparé à la situation de fin décembre 2014 se présente comme suit :

- Dette commerciale : 21,7 milliards de FCFA contre 21,9 milliards de FCFA ;
- Dette financière : 91,5 milliards de FCFA tout comme en 2014 ;
- Dette sociale : 62,2 milliards de FCFA, inchangée ;
- Engagements et risques : 22,8 milliards de FCFA, inchangés ;
- Passif de l'Etat (liquidation des entreprises d'Etat) : 49,2 milliards de FCFA contre 50,7 milliards de FCFA ;
- Dette conventionnelle (emprunts obligataires, allocations DTS et titrisation créances douteuses des banques) : 533,4 milliards de FCFA contre 447,3 milliards de FCFA.

VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE STABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE

Le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA comporte cinq (05) critères² répartis en critères de premier rang et en critères de deuxième rang.

Les critères de premier rang

- Ratio du solde budgétaire dons compris rapporté au PIB nominal (critère-clé) : il devrait être supérieur ou égal à -3%.
- Taux d'inflation annuel moyen : il devrait être maintenu à 3% au maximum par an.
- Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal: il ne devrait pas excéder 70%.

Le respect des critères de premier rang permet de passer à la phase de stabilité.

Les critères de deuxième rang

² Conformément à l'Acte Additionnel n° 01/2015/CCEG/UEMOA instituant un Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA.

- Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales : il ne devrait pas excéder 35%.
- Taux de pression fiscale : il devrait être supérieur ou égal à 20%.

VI.1. Critères de premier rang

VI.1.1. Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB

Le solde budgétaire dons compris rapporté au PIB est de -6,3% en 2015 contre -3,4% en 2014. Cette détérioration du solde s'explique par la hausse plus que proportionnelle des dépenses totales et prêts nets (+25,6%) par rapport à la hausse des recettes totales (+12,8%). Le ratio « dépenses totales et prêts nets rapportées au PIB » passe de 28,3 en 2014 à 35,2% en 2015 alors que celui des recettes totales rapportées au PIB est de 25,9% en 2015 contre 24,9% en 2014. Cette contre-performance résulte du fait que le pays s'est lancé ces dernières années dans le financement des grands travaux de développement.

VI.1.2. Taux d'inflation moyen

La moyenne de l'IHPC sur l'année 2015 se chiffre à 116,1 contre 114,1 sur 2014, soit une progression de 1,7%. Cette augmentation est essentiellement due à la hausse des prix observée au niveau des fonctions « *Produits alimentaires et boissons non alcoolisées* », « *Articles d'habillement et chaussures* », « *Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles* », « *Restaurants et hôtels* » et « *Biens et services divers* » respectivement pour 5,9%, 1,0%, 1,2%, 0,9% et 1,1%.

VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal

Le taux d'endettement est de 57,4% en 2015 contre 52,6% en 2014. Cette évolution s'explique aussi bien par la hausse de la dette extérieure que par celle de la dette intérieure. L'encours de la dette extérieure et celui de la dette intérieure représentant respectivement l'équivalent de 25,1% et 32,3% en 2015 contre 21,2% et 31,4% en 2014.

VI.2. Critères de deuxième rang

VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales

Le ratio passe de 31,3% en 2014 à 33,3% en 2015. Cette évolution s'explique par la hausse plus importante des dépenses de personnel consécutive d'une part par le rappel de salaire accordé aux agents de la santé et d'autre part à l'intégration de certains agents contractuels.

VI.2.2. Taux de pression fiscale

Le taux de pression fiscale s'établit à 21,3% en 2015 contre 20,7% en 2014. Cette situation s'explique par la forte progression des recettes fiscales en 2015, soit 12,6% par rapport à une hausse modérée du PIB nominal due à la baisse des prix de produits vivriers et du phosphate.

Au total, le Togo a respecté deux critères de premier rang en 2015 : le critère de taux d'inflation, le critère de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB. Le critère clé, "Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB" n'a pas été respecté en raison notamment de l'augmentation des dépenses de base plus forte que celle des recettes.

Critères de convergence

Critères	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Critères de premier rang						
Solde budgétaire dons compris / PIB	-4,6	-3,4	-6,3	-2,2	-2,2	2,0
Taux d'inflation annuel moyen	1,8	0,2	1,7	2,1	2,0	2,9
Encours dette intérieure et extérieure / PIB	45,3	52,6	57,3	59,5	61,7	63,1
Critères de second rang						
Masse salariale / recettes fiscales	32,4	31,3	33,2	32,0	28,6	26,7
Taux de pression fiscale	20,0	20,7	21,4	22,1	24,1	25,0

Source : Direction de l'économie

CONCLUSION

La croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,1% en 2015, soit une perte de 0,2 point par rapport aux prévisions révisées de juillet 2015, contre 3,4% en 2014. Les perspectives de l'économie mondiale continuent d'être influencées par trois importantes transitions, à savoir : (i) le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et le rééquilibrage de son économie, (ii) la baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base, et (iii) le durcissement progressif de la politique monétaire aux États-Unis dans le contexte d'une reprise résiliente, tandis que les banques centrales de plusieurs autres grands pays avancés continuent d'assouplir leur politique monétaire. La croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017.

La conjoncture en Afrique subsaharienne devrait suivre la même tendance, la croissance passant de 3,5% en 2015 à 4,0% en 2016 puis à 4,7% en 2017, en liaison notamment avec la baisse des prix des produits de base.

Au Togo, l'année 2015 a été marquée par une baisse de la production agricole vivrière, du coton graine et du ciment et par un accroissement de la production de clinker et de phosphate. L'activité commerciale a enregistré une progression, de même que le transport, impulsé par le Port autonome de Lomé dont l'activité est en hausse. Les dernières estimations du Comité PIB fixent le taux de croissance du PIB à 5,4% en 2015. Cette croissance reste insuffisante, notamment pour générer les emplois décents attendus pour réduire le chômage des jeunes.

L'année 2016 connaîtrait un taux de croissance de 5,4% sous l'hypothèse de bonnes performances attendues au niveau de tous les secteurs de l'économie. Une reprise est attendue au niveau du secteur primaire qui devrait rattraper la contraction observée en 2015. Les productions de phosphate, de clinker et de ciment seraient en hausse tout comme l'ensemble des industries manufacturières et des industries extractives.

Le risque d'une mauvaise pluviométrie est toujours présent et pourrait contrarier les prévisions faites pour le secteur primaire dans son ensemble. Ce risque est élevé compte tenu du phénomène el nino qui déstabilise le déroulement normal des saisons. Toutefois, sur le plan interne les investissements publics pourraient tirer davantage la croissance si le rythme d'exécution des dépenses publiques s'accélérait.